



Photo : archive s lq

La Fondation Idea dit que le Grand-Duché demeure une «sphère de sécurité» très attractive, comme en témoignent les performances démographiques.

Le Luxembourg nage dans le bonheur

Dans son avis annuel, 5^e du nom, présenté hier, la Fondation Idea a dressé un bilan socioéconomique plutôt positif pour la période 2013-2017.

Tous les voyants sont au vert pour l'économie luxembourgeoise. Elle s'est relevée depuis la crise de 2008 et a atteint une sorte de «félicité économique», d'après les économistes d'Idea.

De notre journaliste Aude Forestier

La Fondation Idea, le laboratoire d'idées de la Chambre de commerce du Luxembourg a présenté hier son cinquième avis annuel. Cette année, il est intitulé «2018 : l'Élué?». Le titre choisi n'est pas anodin, puisque «l'échéance électorale approche», comme le souligne Marc Wagner, le directeur de la fondation. La législature actuelle touchant à sa fin, le document de 82 pages revient sur le bilan socioéconomique de la période 2013-2017.

D'après Vincent Hein, l'économie luxembourgeoise s'est «relevée, elle a accéléré depuis». Pendant la période étudiée, la croissance économique annuelle moyenne est de

3,5 %, il y a une embellie sur le marché du travail. Aujourd'hui, le Grand-Duché s'approche du plein-emploi (taux de chômage de 5 %). Seule ombre au tableau, «le chômage de longue durée reste à un niveau assez élevé», pointe l'économiste.

➤ La Luxembourg attire toujours

Par ailleurs, «sur la législature 2013-2017, 46 000 emplois ont été créés», c'est-à-dire plus de 11 000 emplois chaque année. Fait étonnant, un nouveau travailleur frontalier sur sept a par ailleurs la nationalité luxembourgeoise.

Au niveau de la démographie, le solde migratoire tire vers le haut l'évolution générale de la population. Entre 2006 et 2016, la population luxembourgeoise s'est enrichie de 97 000 habitants supplémentaires. En l'espace de 10 ans, 213 000 personnes sont arrivées dans le pays, tandis que 116 000 l'ont quitté. L'an dernier, les rési-

Les cinq questions d'Idea pour... 2023

Pour ce premier avis annuel d'année électorale, Idea dit vouloir «prendre rendez-vous» avec le Luxembourg de 2023 pour lui poser les cinq questions suivantes : l'économie luxembourgeoise a-t-elle trouvé de nouvelles niches de croissance? Le pays se classe-t-il parmi les «leaders de l'innovation» européens? Le «modèle socioéconomique» est-il adapté aux enjeux de la croissance démographique? Croissance inclusive : les inégalités ont-elle baissé tant sur le plan social que sur le plan économique? Et enfin : la transition écologique «à la luxembourgeoise» est-elle définie et engagée? À

toutes ces interrogations, l'équipe de la fondation aimerait que la réponse soit à chaque fois oui! Selon Idea, «pour que nous puissions répondre à la positive à nos interrogations, la prochaine législature, quelles que soient sa ou ses couleurs, devra saisir cette fenêtre de prospérité pour accompagner le pays dans les transformations dont il a (aura) besoin».

Avec la question sur les nouvelles niches de croissance, par exemple, on peut se demander quel sera le poids de la place financière qui représente en ce moment un tiers du PIB du Luxembourg.

dents de nationalité luxembourgeoise représentaient 52 % de la population, contre 58 % dix ans plus tôt. Le Stotec prévoit d'ailleurs qu'en 2030 la population totale s'établira entre 735 000 et 785 000 personnes. En outre, les économistes de la Fondation ont constaté une amélioration de la situation des finances publiques : les recettes publi-

ques ont grimpé de 4 % par an et les dépenses de 3,5 % (hausse du taux d'investissement public). «Au regard de ces indicateurs, on voit une félicité économique», souligne Vincent Hein. On ne sait pas si le pays a atteint le «nirvana économique» ou si les «trente glorieuses» sont devant lui. Toujours est-il qu'entre 2013 et 2017 la croissance

s'est «ressentie» dans la plupart des grands secteurs de l'économie. Les technologies de l'information et de la communication (TIC, +18,9 % en un an), les services administratifs et de soutien (+9,6 %), l'agriculture (+9,1 %), la logistique (+8,2 %) et les activités scientifiques (5,5 %) ont enregistré les plus importantes progressions.

Finances publiques : un débat à dépassionner

L'avis annuel 2018 de la fondation est doté d'une partie thématique. Cette année, elle propose une analyse «dépassionnée» des recettes et des dépenses publiques au Luxembourg, un thème qui fait toujours causer. Selon Muriel Bouchet, économiste d'Idea, les «déclarations sont légions» sur le rôle des administrations publiques. On entend çà et là que l'État est étouffant, la pression fiscale est excessive, les dépenses publiques sont soit trop faibles, soit trop élevées. Qu'en est-il des recettes? Eh bien, il semble que les prélèvements publics (impôts et autres taxes, ce que l'on paye aux administrations publiques) ne soient pas des «pertes sèches» pour les citoyens. En comparaison internationale, les dépenses publiques par habitant paraissent souvent élevées au Grand-Duché, «dans une proportion allant souvent du simple au double». D'après Idea, des dépenses publiques élevées peuvent être le reflet «d'un manque de rigueur dans la gestion des fonds» ou «résulter de priorités politiques ou de facteurs économiques parfaitement objectifs». En termes de chiffres, les dépenses publiques étaient de l'ordre de 30 000 euros par an et par habitant en 2015.



Muriel Bouchet (à dr.) s'est penché sur la question des finances publiques.

Photo : d'Alain Sychester

Une reprise bien installée au niveau international

En 2017, la croissance mondiale a appuyé sur l'accélérateur. Elle pourrait avoisiner les 4 % en 2018.

Quelle est la situation de la conjoncture internationale? À en croire l'analyse de la fondation IDEA, la croissance mondiale a accéléré l'an passé. Les prévisions pour 2018 émises par les principales institutions internationales laissent «augurer» une croissance tournant entre 3,7 et 3,9 %.

Les prévisions sont «nuancées» par une série de risques, à savoir : le fonctionnement du commerce international, la montée des inégalités, les conditions de retour de l'inflation (elle était proche des 1,7 % en moyenne d'après Vincent Hein),

la résilience des économies dans un contexte d'endettement élevé et les évolutions démographiques.

La zone euro n'échappe pas non plus à une dynamique d'expansion économique. C'est, selon la fondation, «une performance bienvenue» pour relever ses principaux défis : combler les importantes disparités territoriales, rattraper les retards accumulés en matière d'investissements et poursuivre l'approfondissement de l'Union économique et monétaire, dans un contexte politique «caractérisé par une montée du populisme».